

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative - Bât C - 2ème étage
Boulevard George SAND
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 23/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAIRIE

10 place de l'Hôtel de Ville
36110 Levroux

Références : VI 12/06/2025 UD36 (TD)
Code AIOT : 0010008438

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2025 dans l'établissement MAIRIE implanté Bel Air 36110 Levroux. L'inspection a été annoncée le 28/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dépôt d'un dossier de cessation d'activité au 21 mai 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAIRIE
- Bel Air 36110 Levroux
- Code AIOT : 0010008438
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Arrêté préfectoral n° 2013347-0002 du 13 décembre 2013 autorisant la commune de Levroux à poursuivre l'exploitation d'une carrière de calcaire sur le territoire de Levroux, pour une durée de 25 ans. Au titre des installations classées, le site est soumis à autorisation pour la rubrique 2510 "exploitation de carrières" avec une capacité maximale de 1700 tonnes par an. La carrière de calcaire est implantée au lieu-dit "Bel-Air" sur le territoire de la commune de Levroux et dont le propriétaire est la commune de Levroux. Le gisement extrait par la commune est utilisé pour la réfection des chemins communaux et la stabilisation des plates-formes. Aucun traitement des matériaux n'est effectué sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 2.4.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
2	Fréquences et modalités d'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 9.2.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
3	Modification et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 1.7.5	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 2.4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, registre et plan de remblaiement
Prescription contrôlée : [...]L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, et la date de leur stockage ; l'origine des déchets ; les moyens de transport utilisés ; le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; la masse des déchets, mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume du chargement en retenant une masse volumique de 1,6 tonne par mètre cube de déchets ;

<p>le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</p> <p>le cas échéant, le motif de refus d'admission.</p> <p>L'exploitant tient à jour un plan de remblayage. Ce plan coté en plan et en altitude permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre (maillage de 20 mètres sur 20 mètres maximum). [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a notifié, par courrier, en date du 21 mai 2024, à la préfecture de l'Indre une demande de cessation d'activité de son site Carrière bel Air à Levroux (36).</p> <p>La collectivité pourra, lors de la production des attestations dans le cadre de sa cessation d'activité, répondre à l'article 2.4.3.2 de l'arrêt préfectoral d'autorisation du 13/12/2013.</p> <p>Écart constaté : L'exploitant ne peut pas présenter de registre d'admission des déchets ni de plan de remblayage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 2 : Fréquences et modalités d'auto surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 9.2.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences et modalités d'auto surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le niveau piézométrique est relevé au moins deux fois par an en périodes de basses eaux et de hautes eaux.</p> <p>Les niveaux relevés sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.</p> <p>L'inspection de l'environnement pourra demander que des contrôles de la qualité des eaux souterraines soient réalisés aux frais de l'exploitant. ces demandes préciseront la nature des paramètres à contrôler ainsi que les méthodes de référence.</p> <p>Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Les résultats de ces contrôles seront archivés par l'exploitant pendant toute la durée de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant a notifié, par courrier, en date du 21 mai 2024, à la préfecture de l'Indre une demande de cessation d'activité de son site Carrière bel Air à Levroux (36).</p> <p>La collectivité pourra, lors de la production des attestations dans le cadre de sa cessation d'activité, répondre à l'article 9.2.3.3 de l'arrêt préfectoral d'autorisation du 13/12/2013.</p>
<p>Écart constaté : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'Inspection les relevés piézométriques semestriels.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 3 : Modification et cessation d'activité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 1.7.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction de matériaux ne doit plus être réalisée un an avant l'échéance de l'autorisation.</p> <p>En cas de demande de renouvellement et/ou extension, le dossier complet et recevable doit être déposé en préfecture 18 mois avant l'échéance de l'autorisation.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, et pour l'application de l'article R. 512-39-3, l'état dans lequel doit être remis le site est détaillés au CHAPITRE 2.4 et l'usage à prendre en compte est le suivant : réhabilitation en vue de permettre un usage agricole.</p> <p>Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.</p> <p>La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ; -des interdictions ou limitations d'accès au site ; -la suppression des risques d'incendie et d'explosion ; -la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. <p>En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a notifié, par courrier, en date du 21 mai 2024, à la préfecture de l'Indre une demande de cessation d'activité de son site Carrière bel Air à Levroux (36).

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'inspection des installations classées l'attestation SECUR, l'entreprise certifiée délivrant cette attestation doit s'assurer que l'installation ne présente plus de risques pour l'extérieur et l'attestation MEMOIRE, l'entreprise certifiée délivrant l'attestation d'adéquation du mémoire de la réhabilitation doit s'assurer que ce document a été rédigé conformément aux principes de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués. Nous devons y retrouver un diagnostic des milieux et un plan de gestion.

Écart constaté : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter, à l'inspection dans les délais réglementaires, au moins les 2 premières attestations SECUR et MEMOIRE dans le cadre de sa cessation d'activité

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 60 jours